



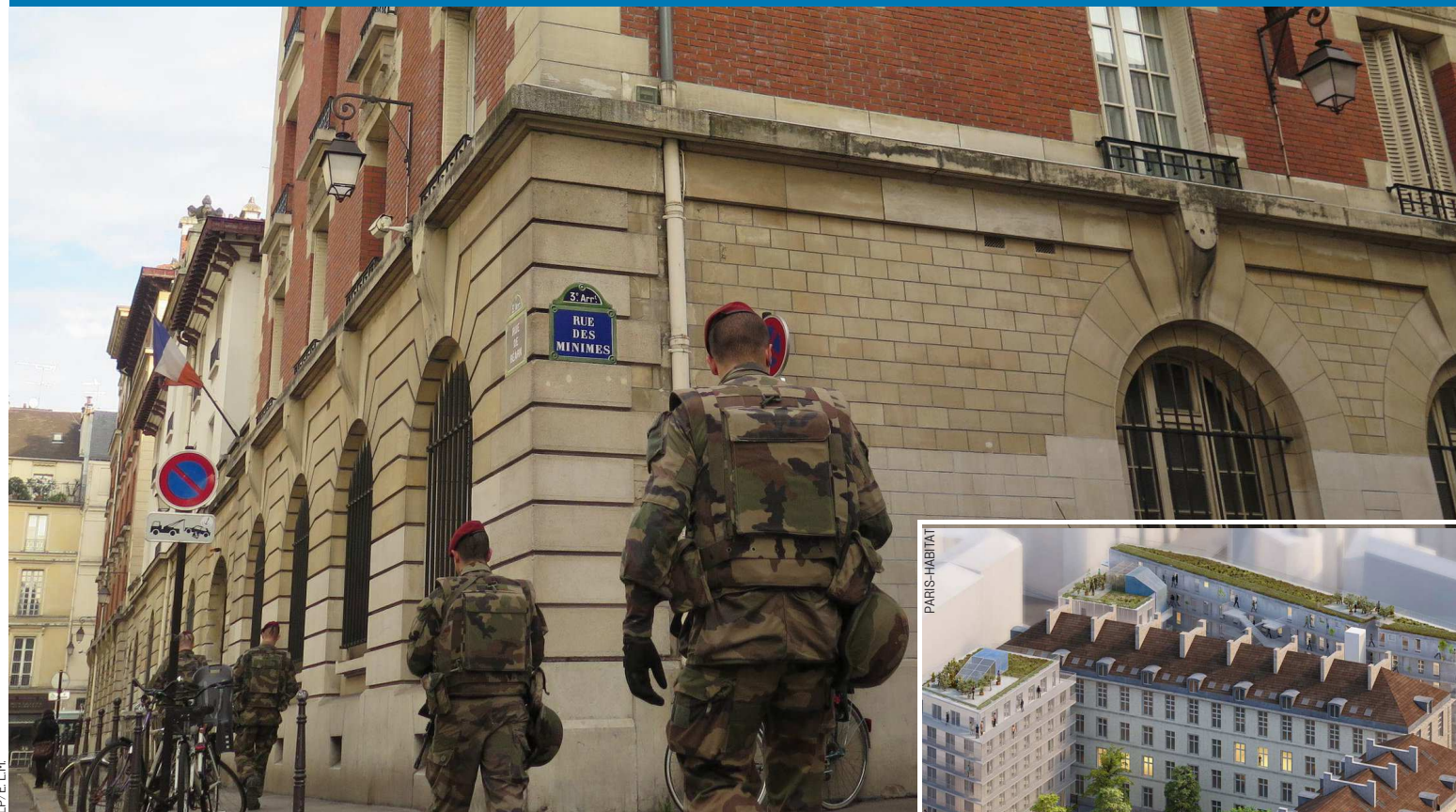
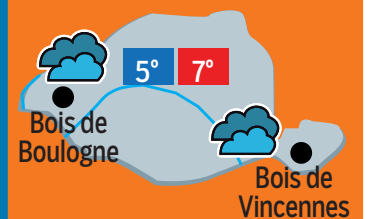
CONSUMMATION PAGE VII
On a testé
le coiffeur gratuit

HANDBALL PAGE VIII
Coupe de la Ligue:
Le PSG qualifié
à la dernière seconde

**SECTEUR
PAR SECTEUR**
l'actualité de votre
département

www.leparisien.fr/75

Le Journal de Paris



▲ Les militaires de l'opération Sentinelle sont logés à la caserne des Minimes (III^e), 14, rue de Béarn. Un site qui sera libéré l'été prochain. ► A Reuilly (XII^e), 580 logements sociaux vont sortir de terre ainsi qu'un jardin de 5 000 m² et une crèche de 66 berceaux.



VIII^e

Les hamburgers
préférés
d'Obama affolent
les Champs P. IV

CONSEIL DE PARIS

Aimez-vous
retirer vos colis
dans les
supérettes ? P. II

XIX^e

Un appel
à projets pour
la Géode P. III

Adieu casernes, bonjour HLM

Trois bâtiments vont être transformés en logements sociaux. A Reuilly, les travaux ont déjà commencé. Aux Minimes et à Exelmans, les militaires devront partir dans les mois à venir.

LOGEMENT

PAR ERIC LE MITOUARD

Bientôt, on n'entendra plus le son du clairon dans Paris... Les gendarmes ont quitté depuis longtemps la caserne de Reuilly (XII^e). Cette semaine, au Conseil de Paris, les élus vont décider de confier au promoteur Elogie la superbe caserne des Minimes (III^e) où le départ des militaires est annoncé pour l'été prochain. Et c'est un an plus tard que la caserne du boulevard Exelmans (XVI^e) devra être à son tour libérée.

« L'idée n'est pas de se débarrasser des casernes. Mais elles sont très largement sous occupées. Or nous avons peu de parcelles immobilières disponibles et notamment dans les III^e et XVI^e, nous sommes en déficit de logements sociaux (seulement 6 % dans le III^e et 4 % dans le XVI^e). C'est donc l'occasion de rattraper le re-

tard », souligne Jan Brossat, élu (PCF) et adjoint auprès d'Anne Hidalgo en charge du logement. Le but affiché par la mairie est toujours de produire 10 000 logements chaque année, dont 7 000 sociaux.

■ UN NOUVEAU QUARTIER À REUILLY (XII^e)

C'est la plus vaste opération et aussi la plus avancée. L'Etat a vendu à la Ville, en 2012, pour 40 M€ cet immense site. Les travaux de démolition et de désamiantage ont déjà commencé. Entre les rues de Reuilly, de Chaligny et le boulevard Diderot, ce n'est pas moins de 580 logements sociaux en six opérations qui vont trouver place. Ainsi qu'un jardin de 5 000 m² et une crèche de 66 berceaux. Le début des travaux est annoncé pour février 2017. L'ensemble sera achevé en 2020.

■ UN SITE EXCEPTIONNEL POUR LES MINIMES (III^e)

Ce carré militaire est situé à deux pas de la place des Vosges. L'Etat a déjà

donné son accord pour quitter ces bâtiments aux murs de briques rouges. Paris en est propriétaire. Il ne reste donc plus aux élus parisiens à voter le bail emphytéotique avec le promoteur Elogie pour 6,4 M€.

A charge pour le promoteur de réaliser 57 logements sociaux et 3 000 m² de locaux d'activités.

■ TOUT RESTE À FAIRE À EXELMANS (XVI^e)

Au bord du boulevard Exelmans, à l'entrée du pont de Garigliano, seule la date du départ est connue : ce sera à l'été 2018. « Nous sommes militaires. S'il faut partir, nous partirons. Mais ce n'est pas de gaieté de cœur. C'est bien agréable d'être dans le XVI^e alors que nous allons devoir partir à Créteil (Val-de-Marne) ou Maisons-Alfort », reconnaissait, vendredi, un gendarme logé à Exelmans.

Ici, 60 familles avaient pris leurs habitudes. Certaines ont déjà déménagé. Il en reste encore 44. Le terrain qui appartient à la Ville de Paris sera

confié à Paris-Habitat. « Les gendarmes n'interviennent pas sur des missions de services publics sur le territoire parisien. Ils ne sont donc pas dans l'obligation d'être logés à Paris », se justifie la mairie de Paris. Une position dénoncée par la droite locale (lire encadré ci-dessous).

@LeParisien_75

« Une décision inopportune »

PHILIPPE GOUJON, DÉPUTÉ MAIRE (LR) DU XV^e

« C'EST une décision particulièrement inopportune, lance Philippe Goujon, député maire (LR) du XV^e arrondissement. Je comprends que la ville souhaite réaliser des opérations d'aménagements. Mais aujourd'hui, la priorité c'est la lutte contre le terrorisme. Il faut donc maintenir les casernes à Paris. Elles accueillent notamment les soldats de

l'opération sentinelle », assure-t-il. En avril 2015, le groupe UMP (Ex LR) au Conseil de Paris était déjà monté au créneau pour la défense de ces casernes. « La Gendarmerie nationale exerce des missions essentielles pour la sécurité de Paris et des Parisiens. C'est un maillon essentiel pour la gestion des crises », soulignait le groupe à l'époque. E.L.M.

